

**Crise au sein du Conseil National de la Jeunesse du Mali :
Rejet des décisions ministérielles par les Conseils
Régionaux de la Jeunesse**

MALI 

L'information est l'oxygène des temps modernes

JEUDI 23 MAI 2024

1576

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Mise en place d'un gouvernement parallèle

Des partis politiques et Société

civile se désolidarisent



**Un gouvernement et un Parlement parallèles en
exil : La justice malienne ouvre une enquête**



**Mali : Bilan critique de La Politique
Nationale de Population**

Dengue

Maladie causée par un virus du genre *Flavivirus*, transmis par la piqûre du moustique femelle appelé *Aedes aegypti*

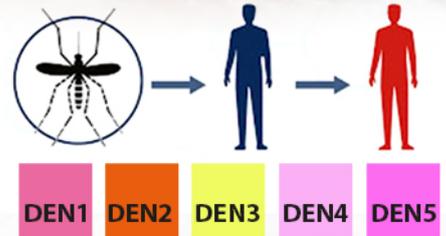


CAUSES

Piqûre du moustique femelle *Aedes aegypti*



5 sérotypes du virus de la dengue



SYMPTÔMES

Temps d'incubation :
4 à 10 jours après la piqûre



DENGUE CLASSIQUE

- Fièvre élevée (de 38°C à 40°C)
- Maux de tête
- Fatigue
- Douleurs dans le corps
- Forte fatigue
- Eruption cutanée (rash)
- Douleur derrière les yeux
- Douleurs musculaires et articulaires
- Nausées et vomissements
- Taches rouges sur le corps
- Douleurs abdominales (surtout chez les enfants)
- Durée : 2 à 7 jours

DENGUE HÉMORRAGIQUE OU DENGUE SÉVÈRE

- Symptômes de la dengue classique
- Intenses maux de ventre ou douleurs abdominales
- Agitation ou léthargie (somnolence)
- Vomissements qui persistent, avec ou sans présence de sang
- Cyanose
- Soit excessive et bouche sèche
- Difficultés respiratoires
- Pouls rapide ou faible
- Hépatomégalie douloureuses
- Extrémités froides, peau pale, froide et humide
- Chute de tension (hypotension)
- Saignements de nez, des gencives ou sous la peau
- Taches rouges sur la peau

TRAITEMENTS & VACCIN



Un vaccin est disponible*



Paracétamol



Repos



Anti-inflammatoire



ATTENTION : n'utilisez pas de médicaments à base d'acide acétylsalicylique (Aspirine)

BONS CONSEILS & PRÉVENTION



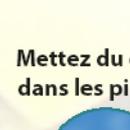
Consultez toujours un médecin en cas de dengue



Faites vous vacciner contre la dengue*



Éviter l'eau stagnante



Mettez du chlore dans les piscines



Utilisez un spray anti-moustique

*Le vaccin est disponible dans certains pays, mais réservé aux personnes déjà infectées par la maladie



MALIKILÉ Sensibilisation

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL

P.16



P.20



P.28



/ Une /

Mise en place d'un gouvernement parallèle :
Des partis politiques et Société civile se désolidarisent

P.4

/ Breves /

Un gouvernement et un Parlement parallèles en exil : La justice malienne ouvre une enquête
Région de Ségou : Victoire des Forces Armées Maliennes contre les combattants de la Katibat Macina
Déficit budgétaire au Sénégal : 4271 milliards de FCFA durant le premier trimestre 2024
Pour Promouvoir les Opportunités d'Affaires entre l'Italie et l'Afrique : La BOAD et la CDP Renforcent leur Coopération

P.15

P.16

P.17

P.18

/ Actualité /

MALI : ORANGE-MALI rend compte
Mali : Bilan critique de la Politique Nationale de Population

P.20

P.22

/ Politique /

Crise au sein du Conseil National de la Jeunesse du Mali :
Rejet des décisions ministérielles par les Conseils Régionaux de la Jeunesse
En 04 ans de transition :
Plus de 100 millions de FCFA empochés par chacun des membres du CNT

P.25

P.28

/ Culture & Société /

Mme Fatoumata Niane Batouly et le festival Kayi Kunben :
Un engagement pour l'emploi des jeunes

P.32

/ International /

Karim Khan :
Un procureur de la CPI au parcours controversé
Coopération Chine-Burkina :
Six ans de cheminement fructueux

P.33

P.34

/ Sport /

Championnat malien :
Le Djoliba AC devient le club le plus titré

P.36

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société Agence Malienne de Presse et d'Informations

[AMPI]

Siège: Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass –
Faladié (Bamako – Mali)

Email: ampikile@gmail.com

Site Web: www.malikile.com

Contacts: +223 70 44 22 23

- **Gérant:** Moctar Sow
- **Redacteur en Chef:**
- **Rédaction Générale:** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra, Bokoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar
- **Service Commercial:** Youssouf Diarra
- **Secrétariat:** Fatou SISSOKO



Mise en place d'un gouvernement parallèle | Des partis politiques et Société civile se désolidarisent

Depuis Genève, en Suisse, un projet de formation d'un Gouvernement et d'un Parlement en exil a été annoncé par des compatriotes opposés aux Autorités en place, prétendant agir pour combler le vide institutionnel créé depuis le 26 mars 2024. Cependant, les signataires de la présente déclaration, incluant de nombreux partis politiques, regroupe-

ments politiques et organisations de la Société civile, ne se reconnaissent pas dans cette démarche qui va à l'encontre de l'esprit de la déclaration commune du 31 mars 2024.

Dans ce contexte, ils appellent tous leurs membres, sympathisants et camarades de lutte, tant localement que dans la diaspora, à redoubler d'efforts

pour rétablir l'ordre constitutionnel et se concentrer sur l'organisation d'une élection présidentielle démocratique, inclusive, transparente et crédible dans les meilleurs délais.

Les signataires expriment leur profonde préoccupation face à la situation précaire du peuple malien, marquée par l'insécurité, les pénu-



ries d'eau et d'électricité, le coût de la vie élevé, les difficultés des cotonculteurs, la crise des engrais, la fermeture d'entreprises, le chômage croissant, les restrictions des libertés publiques, la fermeture des écoles et les décisions de justice contestables.

Ils affirment leur solidarité envers le peuple souverain et résilient du Mali.

Les signataires appellent à respecter strictement leur position officielle sur la restauration de l'ordre constitutionnel et sur toutes les questions

nationales importantes. Ils soulignent l'importance de l'unité d'action et de la solidarité pour réussir dans leur combat pour le retour à l'ordre constitutionnel et le rétablissement de l'État de droit.

Lire en encadré l'intégralité de la DÉCLARATION DES PARTIS, REGROUPEMENTS POLITIQUES ET ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE SUR L'ANNONCE DE LA FORMATION D'UN GOUVERNEMENT ET D'UN PARLEMENT EN EXIL

malikile.com
LE QUOTIDIEN D'INFORMATION, DE COMMUNICATION, DE PLURALITÉ ET DE PUBLICITÉ

La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services ! *

74^{ème} M...
 MIGRATION IRREGULIERE :
 48 MALIENS
 PERISSENT EN MER

DÉCLARATION DES PARTIS, REGROUPEMENTS POLITIQUES ET ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE SUR L'ANNONCE DE LA FORMATION D'UN GOUVERNEMENT ET D'UN PARLEMENT EN EXIL

DÉCLARATION DES PARTIS, REGROUPEMENTS POLITIQUES ET ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE SUR L'ANNONCE DE LA FORMATION D'UN GOUVERNEMENT ET D'UN PARLEMENT EN EXIL

Les Partis politiques, regroupements politiques et organisations de la Société civile signataires de la présente déclaration ont appris l'annonce, depuis Genève (Suisse), d'un projet de formation d'un Gouvernement et d'un Parlement en exil, initiative de compatriotes opposés aux Autorités en place, disant agir pour combler le vide institutionnel créé depuis le 26 mars 2024.

Les Partis politiques, regroupements politiques et organisations de la Société civile signataires de la présente déclaration ne se reconnaissent pas dans cette démarche non conforme à l'esprit de la déclaration commune du 31 mars 2024.

Par conséquent les Partis politiques, regroupements politiques et organisations de la Société civile signataires de la présente déclaration invitent tous leurs militants et sympathisants et tous leurs camarades de lutte tant à l'intérieur que dans la diaspora à redoubler d'ardeur dans la lutte pour le retour à l'ordre constitutionnel, à se mettre ensemble et à se concentrer sur la création des conditions favorables à l'organisation d'une élection présidentielle démocratique, inclusive, transparente et crédible, dans les meilleurs délais.

Les Partis politiques, regroupements politiques et organisations de la Société civile signataires de la présente déclaration profondément préoccupés par la précarité chronique de la situation du peuple malien (insécurité, délestages persistants de la fourniture de l'eau et de l'électricité, cherté de la vie, paiement des cotonculteurs en souffrance, crise d'engrais, fermeture des entreprises et de chantiers, recrudescence du chômage des chefs de familles et des jeunes, restriction des libertés publiques, fermeture des écoles, décisions de justice qui laissent à désirer) expriment leur solidarité vis-à-vis du Peuple souverain et résilient du Mali.

Les Partis politiques, regroupements politiques et organisations de la Société civile signataires de la présente déclaration appellent leurs militants et sympathisants à se conformer strictement à leur position officielle sur le sujet de la restauration de l'ordre constitutionnel et sur toute autre question intéressant la vie de la nation.

Ensemble, nous serons plus forts pour le retour à l'ordre constitutionnel et pour le rétablissement d'un véritable État de droit.

L'union fait la force.

L'unité d'actions est la condition du succès de notre combat.

Bamako, le 21 mai 2024

Ont signé :

- CADRE DES PARTIS ET REGROUPEMENTS POLITIQUES POUR LE RETOUR À L'ORDRE CONSTITUTIONNEL (EPM, ASMA-CFP, ADRP, CNDR et CVCR-T)
- FUMA (UNION JEUNES LEADERS DE KATI, SOS PDEFELCIS, PDPM, AMAJ, FMD, FIMDD, SÉGOU SIGUIDA TAGNÈ, MOUVEMENT 05 ÉTOILES, MOUVEMENT WULI KI DJO MALI YÉ)
- ARP
- Adéma-PASJ
- MPM
- PARENA
- NEMA
- BENKAN "LE PACTE CITOYEN"
- VNDA
- MSP
- ALTERNATIF POUR LE MALI
- MALI KO-YÈRÈ KO (ETATS-UNIS)
- COVITRA



SAM MALI
Salon des Médias du Mali

SALON DES MÉDIAS DU MALI

3^{ÈME} Édition

*Le Financement
des Médias Indépendants au Mali*



**DU 30 MAI
AU 2 JUIN
2024**



**PALAIS DE LA CULTURE
DE BAMAKO**

DES EXPOSITIONS
DES CONFÉRENCES
UNE ÉCOLE DU SALON DES MÉDIAS
DES ESPACES D'ÉMISSIONS TV/RADIO EN DIRECT
DES SPECTACLES ARTISTIQUES
LA NUIT DES MÉDIAS AVEC REMISE DE TROPHÉES
DON DU SANG EN SOUTIEN AUX FAMA

INFOLINE : 64 04 84 84 / 76 42 34 50



Différence



Création
Médias





SOUS LE HAUT PARRAINAGE DE
S.E. LE COLONEL ASSIMI GOITA
 PRÉSIDENT DE LA TRANSITION

■ Daouda Bakary Kone



Bon faire le bilan de l'ADEMA, alors que nous continuons de souffrir à cause des effets des différentes mauvaises gestions des gouvernants passés et du manque de volonté politique. Dans ce même pays, il n'y a pas de bonne gouvernance depuis 30 ans. En plus, pas de politique énergétique confiante. Le hic, ce sont ces politiques qui crient à l'abandon. It is the "Has been" politique. Vous nous agacez pourquoi?

■ Adam Dicko



Tu trouves le bon pays aussi y'a pas courant, pas de réseau et le président ne parle pas

■ Samprin Bob



Ils te vendent <<les sauveurs d'Afrique>> mais ils sont incapables de satisfaire le minimum vital chez eux. On va continuer dans cette misère humaine ?

■ CFOOT



ALERTE INFO: La chambre de conciliation et d'arbitrage aurait suspendu le staff technique des Lions nommé par la Samuel Eto'o #CFOOT

[Via Équinoxe TV]



■ Dialafan Mady Kéïta



Des anciens camps en cours de restauration un peu partout dans notre pays. Vive la Transition!

■ Ammy Baba Cisse



Le collectif budgétaire a diminué le budget des grandes institutions mais ça n'affecte pas les avantages de leurs membres.

■ Abdoulaye Guindo



On veut aller se jeter du 3ème pont mais à cause de la galère, on n'a pas transport pour aller là-bas.

■ Ministère des Affaires Religieuses, du Culte et des Coutumes



#AUDIENCE

Le Ministre KONE a accordé une audience ce lundi 20 mai à son Excellence Monsieur l'ambassadeur de la Türkiye au Mali.

Les échanges ont porté sur le voyage récent du ministre à Türkiye et les possibilités de partenariat entre le ministère en charge des affaires religieuses et la présidence des affaires religieuses de la Türkiye.

Ccom-MARCC



■ Malick Konate



Prétendue diminution du budget du CNT : le coup du bluff ne marchera pas ici. Prenez le temps de lire, je vous explique.

Le «CNT a réduit son Budget de 4 milliards et quelques qui seront redistribués à EDM et à La Défense.» C'est la

tentative de buzz que l'organe législatif, à travers l'un de ses porte-paroles de fait (dès que tu dis CNT, il sur-saute).

De quoi s'agit-il en réalité?

Depuis quelques heures, nous pouvions lire ce message sur la page de plusieurs responsables du CNT, dont le Dr Amadou Albert Maïga : « Le Budget du CNT en baisse de 4 252 559 000 F CFA dans le collectif des fonds seront redistribués à EDM et à la défense ».

Après nos vérifications et recoupements, nous pouvons confirmer que le budget ALLOUÉ au CNT au titre de l'année 2024 a été diminué. Ce qu'ils ne disent pas, c'est que cette décision de diminution ne vient PAS du CNT mais PLUTÔT du ministère des finances.

Il y a eu ce qu'on appelle un « collectif budgétaire. » Il intervient quand l'État se rend compte à mi-parcours qu'il ne peut pas atteindre ses prétentions de recettes budgétaires. En gros, il n'y a pas d'argent. Et quand il n'y a pas d'argent, il faut revoir les choses à la baisse. Ce n'est ni plus ni moins.

C'est pourquoi ces mesures de diminution ne concernent pas que le CNT. Elles concernent d'autres institutions de la République qui n'ont fait de pub autour, mais comme le CNT se sent morveux, il se mouche.

En manque de popularité et sur la sellette en raison de leur inutilité, de l'arrogance de certains responsables, de leur train de vie et de leur négligence de la souffrance des populations maliennes, cet organe pensait avoir trouvé un bon moyen de conquérir les cœurs. C'est raté, ils ont tiré dans l'eau. Les Maliens ne sont pas dupes. Ils sont allés à l'école. Mieux vaut attendre une autre occasion.

Il est aussi important de relever haut et fort que cette diminution du budget du CNT n'a pas touché leur masse salariale et indemnités, contrairement à ce qui est répandu par certains. En effet, le collectif budgétaire ne fait référence à aucune diminution du budget dédié aux salaires et avantages indus des membres du CNT. Je vous joins un extrait du collectif budgétaire, notamment la ligne 3 dédiée à la charge du personnel dont le montant reste identique au budget initial.

La charge du personnel au titre de l'année 2024 s'élève toujours à 2 milliards 542 millions 721 000 FCFA. D'ormè kelen ma bo la, comme l'avaient juré ses défenseurs sur les plateaux télé.

Aussi, contrairement à ce que certains démagogues et populistes essaient de nous faire croire, il ne revient pas au CNT de redistribuer son budget à une autre ins-

titution. Encore, un autre gros mensonge distillé pour se faire plaisir. Cette décision relève du Ministre des finances. C'est une véritable opération de désinformation qui ne vise qu'à redorer son image. Ils ne pensent qu'à leur intérêt et ça n'a pas changé.

Il vous souviendra que depuis quelques mois nous sommes engagés pour emmener les plus hautes autorités à diminuer le train de vie de l'État afin de faire face aux vrais problèmes des populations maliennes qui souffrent tant. Nous sommes plusieurs à rester choqués du fait du confort insultant des membres du CNT qui touchent chaque mois un jackpot en toute illégalité, alors qu'au même moment le bas peuple galère de la vie chère et du problème énergétique.

Certains responsables ont juré sur des plateaux télé que pas un franc ne sera déduit de leurs indemnités. Vous vous rappelez de ce que Nouhoum Sarr disait « doromè tè bola ». Quelle arrogance ! Tout récemment, un autre Yokoro [plaisantin] justifiait au moyen d'arguments fallacieux l'acquisition de nouveaux véhicules par le CNT.

Si le CNT veut respecter les Maliens, conquérir les cœurs et les esprits, ses membres doivent renoncer à

une partie importante de leurs indemnités et à l'achat de nouveaux véhicules. Ils doivent également travailler pour mériter leur salaire en jouant le rôle de véritables parlementaires qui ne se limitent pas à lever les mains pour voter des lois. Mais le constat aujourd'hui est amer : le CNT n'est qu'un instrument à la solde du système des colonels, par où passent toutes les bêtises législatives. La quasi-totalité ne jure que par les colonels, pas par le Mali et la vérité.

À titre de rappel, un simple membre du CNT empoche-rait par mois un montant situé entre 1 000 000 et 2 225 000 F CFA, tandis que les présidents des commissions [Monsieur Kôkôdji infirmier Fomba et autres] et les membres du Bureau seraient à plus de 3 000 000 par mois, tout cela en fonction du nombre et de la durée des sessions. Au Burkina Faso, leurs homologues toucheraient des émoluments s'élevant à 600 000 FCFA le mois, en plus de la seule « indemnité de session qui serait de 22 500 FCFA par jour de session ». Soyez enfin de vrais patriotes !

Nous reviendrons sur ce dossier... Il est loin d'être fini.

#Bèki_Takè

Ministère de l'Economie et des Finances		République du Mali									
Direction Générale du Budget		Un peuple - un But - une Foi									
17/04/2024		BUDGET D'ETAT RECTIFICATIF : DEPENSES 2024									
Type budget/ Section		Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)									
Programme/ Article	Intitulés	Autorisations d'engagement					Crédits de paiement				
		Initiales	Mouvements (+ ou -)	Majorés (+) /Minorés (-)	Ajustés (+ ou -)	Rectifiés	Initiaux	Mouvements (+ ou -)	Majorés (+) /Minorés (-)	Ajustés (+ ou -)	Rectifiés
I BUDGET GENERAL											
110 ASSEMBLEE NATIONALE											
0.001 Assemblée Nationale											
		2 913 200	0	0	- 998 880	1 914 320	15 978 297	0	0	- 4 252 559	11 725 738
Personnel		0	0	0	0	2 542 721	0	0	0	2 542 721	0
66 Charges de personnel		0	0	0	0	2 542 721	0	0	0	2 542 721	0
Biens et services		0	0	0	0	9 176 221	0	0	- 2 670 999	6 505 222	0
60 Achats de biens		0	0	0	0	2 718 947	0	0	- 1 264 290	1 454 657	0
61 Acquisitions de services		0	0	0	0	5 568 688	0	0	- 1 406 709	4 161 979	0
62 Autres services		0	0	0	0	888 586	0	0	0	888 586	0
Transferts et subventions		0	0	0	0	1 346 155	0	0	0	1 346 155	0
64 Transferts		0	0	0	0	1 346 155	0	0	0	1 346 155	0
Investissement		2 913 200	0	0	- 998 880	1 914 320	2 913 200	0	0	- 1 581 560	1 331 640
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		2 081 000	0	0	- 998 880	1 082 120	2 081 000	0	0	- 1 581 560	499 440
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		742 200	0	0	0	742 200	742 200	0	0	0	742 200
26 Prises de participations et cautionnements		90 000	0	0	0	90 000	90 000	0	0	0	90 000
Total		2 913 200	0	0	- 998 880	1 914 320	15 978 297	0	0	- 4 252 559	11 725 738



Africa Sports D'Abidjan



Concert gratuit à Korhogo pour les populations après la victoire de l'Africa Sports ??

Les artistes OYÉ, avec à leur tête YODÉ, chargé de la mobilisation de l'Africa Sports, ont commencé à réfléchir à organiser un show pour les populations de Korhogo si l'Africa Sports obtient son retour en Ligue 1 sur leur sol.

Nous avons vu la liste des artistes engagés dans ce projet, et nous pouvons vous confirmer que c'est du très très lourd qui pourrait arriver dans la capitale du Poro pour un spectacle non-stop jusqu'au petit matin.

Nous serons tous là-bas, Korhogo sera blindé !!

Restons Mobilisés, En Route pour la Ligue 1

CONCERT À KORHOGO

Mentley & Partners | KABOWD INVESTMENTS GROUP INTERNATIONAL | Kenrapide.com | POKOO

Casimir Sangala



Cameroun : l'ensemble du staff technique de Samuel Eto'o suspendu.

Ras Dial Ras Dial



#STUDIO_MALI Merci Moussa Mara pour ta vigilance.

Voilà l'importance des hommes politiques tant critiquer aujourd'hui grâce aux multiples sorties de moussa mara le CNT réduire c'est dépense.





L'INSTITUT DE FORMATION PROFESSIONNELLE DE L'INPS

A le plaisir de vous informer du rabais du coût de la formation de la licence a moitié prix, donc Un Million (1.000.000) FCFA au lieu de 2.000.000 FCFA.

FRAIS DE FORMATION

- Licence : 1.000.000 FCFA par an
- Master : 3.000.000 FCFA

MODALITES DE PAIEMENT

- 50% a l'inscription
- 25 % le 1er Trimestre
- 25 % le 2e Trimestre

Le dépôt des dossiers est en cours avec un frais de 15.000 FCFA non remboursable.

Pour plus d'informtion rendez-vous au Centre de Formation de l'INPS ou contacter le
☎ 50 84 40 36.

**L'INPS AU SERVICE DES
ASSURES SOCIAUX**

Un gouvernement et un Parlement parallèles en exil : La justice malienne ouvre une enquête

Dans un contexte politique tendu au Mali, des opposants à la Transition en exil ont récemment annoncé la mise en place d'un gouvernement et d'un Parlement parallèles, défiant ainsi les autorités en place. Cette démarche, largement relayée sur les réseaux sociaux par le "Panel des démocrates maliens" et la "Convergence pour une transition civile", est dirigée par Mohamed Chérif Koné, un magistrat radié pour ses prises de position contre la Transition en cours.

Cette annonce a suscité des réactions contrastées au sein de la population malienne et des internautes. Certains y voient une tentative audacieuse de mettre un terme à une Transition jugée interminable et contrôlée par les militaires au pouvoir, tandis que d'autres la comparent à une prétention aussi improbable que la résolution du dernier théorème de Fermat avec un simple crayon et du papier.

Face à cette situation, le procureur du Pôle national de lutte contre la cybercriminalité, Adama Coulibaly, a réagi rapidement en lançant une enquête pour identifier les responsables de ces agissements et les traduire en justice. Dans un communiqué, il a qualifié l'annonce des exilés politiques comme étant des "atteintes au crédit et à la sûreté de l'État, incitation à la violence et au crime par le biais d'un système d'information".

Le procureur a souligné que les auteurs de ces publications diffusent des propos préjudiciables à l'État et incitent à des actions mettant en danger la sécurité nationale. Il a rappelé que de telles initiatives, dépourvues de toute base légale, exposent leurs auteurs à des poursuites et sanctions pénales conformément à la législation en vigueur, notamment le Code pénal et la loi n°2019-056 du 5 décembre 2019 sur la cybercriminalité.

Cette affaire, qui fait grand bruit ces derniers jours sur la toile, illustre les tensions politiques persistantes au Mali et la complexité de la situation post-coup d'État. La réaction ferme des autorités judiciaires témoigne de la volonté de l'État de faire respecter l'ordre constitutionnel et de garantir la stabilité du pays dans un contexte déjà marqué par de nombreuses incertitudes.

Arouna Sidibé



Région de Ségou : Victoire des Forces Armées Maliennes contre les combattants de la Katibat Macina

Le lundi 20 mai 2024, une tentative d'attaque orchestrée par des combattants de la Katibat Macina dans la région de Ségou a été vigoureusement repoussée par les Forces Armées Maliennes (FAMa) aux environs de 5h du matin. L'État-Major Général des Armées a informé la population nationale de cette opération héroïque menée par nos vaillants soldats.

Les terroristes ont attaqué un campement des FAMa dans l'interfleuve, une zone stratégique où les forces se reposaient après avoir escorté des forains dans la journée. Malgré la surprise de l'attaque, la riposte des FAMa a été rapide et implacable, entraînant une mise en déroute complète des assaillants.

Le bilan de l'affrontement est lourd : une trentaine de terroristes neutralisés. Les matériels récupérés sur place témoignent de l'ampleur de l'attaque avec la saisie de 13 motos, dont une équipée d'une mitrailleuse de 12,7 mm, un PKM, 11 pistolets-mitrailleurs (PM), deux lance-ro-

quettes antichar (LRAC), plusieurs talkie-walkies et divers autres équipements militaires.

Malheureusement, les FAMa dénombrent trois soldats décédés et une dizaine de blessés, qui ont été immédiatement pris en charge. L'État-Major Général des Armées présente ses condoléances aux familles des disparus et assure la population que les opérations de ratissage se poursuivent pour sécuriser la région et prévenir de nouvelles incursions.

Cette victoire démontre l'engagement sans faille des Forces Armées Maliennes dans la lutte contre le terrorisme au Sahel. Sous la direction du Colonel Assimi Goita, président de la transition, les FAMa continuent de faire preuve de détermination et de capacité à protéger le Mali et ses citoyens contre les menaces terroristes.

Les opérations de ratissage se poursuivent dans la région afin de maintenir la sécurité et la stabilité. Cette victoire est le fruit des efforts continus des FAMa pour éradiquer le terrorisme dans la région. L'équipement militaire impressionnant des forces maliennes joue un rôle crucial dans la protection du pays contre les attaques terroristes.

La population est appelée à rester vigilante et à soutenir les Forces Armées Maliennes dans leur mission essentielle de défense du pays et de ses citoyens.

Fatou Sissoko



Déficit budgétaire au Sénégal: 427,1 milliards de FCFA durant le premier trimestre 2024

Au cours du premier trimestre 2024, le Sénégal a connu un déficit budgétaire qui s'est établi à 427,1 milliards FCFA contre 426,6 milliards FCFA à la même période de l'année précédente.

Cette légère aggravation résulte d'une progression de 1,7% des recettes, atteignant 775,3 milliards FCFA, alors que les dépenses se sont à nouveau accrues de 1,3% pour un total de 1202,4 milliards FCFA. Autrement dit, la situation s'explique principalement par une hausse modérée des dépenses et une faible mobilisation des recettes.

Aussi, les recettes fiscales, qui représentent 95% des recettes totales, ont connu une croissance de 3,9%, s'élevant à 738,6 milliards FCFA, soutenues notamment par la bonne performance de la TVA intérieure hors pétrole

(+35,0%), de l'impôt sur les sociétés (+15,8%), de la TVA à l'import (+7,5%) et du FSIPP (Fonds de Sécurisation des Importations de Produits Pétroliers) (+37,9%). En revanche, les recettes non fiscales (5% des recettes totales) ont reculé de 22,9%, à 36,6 milliards FCFA, principalement en raison de la baisse des recouvrements sur les revenus du domaine (-61,4%) et des dividendes (-66,2%).

S'agissant des dépenses, l'on note la progression de la masse salariale de (+13,1%) et des intérêts sur la dette publique de (+22,4%). Aussi, les dépenses en fournitures, transferts et subventions sont estimées à (-10,3%) et les investissements financés sur ressources internes sont à (-0,7%).

Pour financer une partie de ce déficit, l'État sénégalais, à travers le trésor public, a fait un recours au marché des titres publics, où il a bénéficié de 198 milliards de FCFA pendant le premier trimestre de l'année 2024.

Ismaël Traoré

Source : Le Capital



www.malikile.com

Pour Promouvoir les Opportunités d'Affaires entre l'Italie et l'Afrique La BOAD et la CDP Renforcent leur Coopération

Le 8 mai 2024, un accord historique a été signé entre la Banque Ouest-Africaine de Développement (BOAD) et la Banque Italienne de Développement, Cassa Depositi e Prestiti (CDP), visant à renforcer la coopération et à promouvoir les opportunités d'affaires et de cofinancement entre les entreprises italiennes et africaines.

Cet accord a été conclu en marge de la conférence Dialogue Inter-Entreprises Italie-Afrique, organisée par le Ministère italien des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale. Cet événement a réuni diverses Banques de Développement et institutions financières régionales, et s'inscrit dans le cadre du Plan Mattei, un nouveau plan de coopération du gouvernement italien lancé en janvier 2024 lors du Sommet Italie-Afrique.

La BOAD a souligné que ce partenariat s'inscrit dans une

démarche visant à consolider les relations de coopération entre l'Italie et les pays africains, en mettant l'accent sur des domaines prioritaires tels que le secteur privé, les infrastructures, la sécurité alimentaire et énergétique. Le Plan de Coopération Mattei représente un engagement financier significatif, avec plus de 5,5 milliards d'euros, soit plus de 3600 milliards de FCFA.

La signature de cet accord entre la BOAD et la CDP témoigne de la solidité du partenariat entre les deux institutions. Serge EKUE, Président de la BOAD, a souligné que le Dialogue Inter-Entreprises Italie-Afrique pose les bases d'une nouvelle forme de coopération, plus innovante et plus efficace, entre l'Afrique et plus spécifiquement la zone d'intervention de la BOAD, l'UEMOA.

Cette collaboration promet d'ouvrir de nouvelles perspectives pour le développement économique et financier de la région, en favorisant les échanges commerciaux et en encourageant les investissements mutuels entre l'Italie et l'Afrique. Elle marque ainsi une étape importante dans le renforcement des liens entre les deux continents et souligne l'importance de la coopération internationale pour la prospérité économique et le développement durable.

Arouna Sidibé





Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

OCLEI: Ce qu'il faut savoir en 2022

- 23 activités de sensibilisation (ateliers, séminaires, formations, conférences) à travers le Mali.
- 2 063 personnes de toutes les couches socio-professionnelles ont été directement touchées.
- 23 dossiers transmis à la justice de 2019 à 2022 pour un montant de 23 milliards 855 millions de FCFA ; soit environ un dossier par personne.
- Les profils des personnes mises en cause sont : membres du Gouvernement, élus locaux, Administration générale, armée, justice, administrations financières, péage, affaires étrangères.
- Les biens illicites identifiés sont composés de bâtiments, terrains et comptes bancaires.
- Le nombre des déclarations de biens a baissé drastiquement. Elles ont diminué de 48,28%.
- L'OCLEI a fait faire une étude sur les techniques d'enrichissement illicite. Elle a montré que 50,70% des citoyens interrogés trouvent qu'il y a de la corruption à Kayes, 41,80% à Bamako, 40,90% à Ségou et 17% à Sikasso.
- 76% des citoyens interrogés estiment qu'il y a de la corruption dans les services des douanes, 74% pour la Justice, 72% pour les Impôts, 72% pour la Police et 39% pour les Eaux et Forêts.
- La même étude précise que les biens illicites acquis au Mali sont « exportés » dans les pays suivants par ordre d'importance : France, Sénégal, Côte d'Ivoire, Canada et Etats Unis d'Amérique.
- 85% des biens des cadres maliens sont constitués d'immeubles (maisons d'habitation, bâtiments commerciaux, fermes, terrains).
- Le Mali, depuis juin 2022, assume la charge de Premier Vice-Président de l'Association des Autorités Anti-Corruption d'Afrique (AAACA).
- Le Mali a été unanimement désigné par les pays membres de l'Association des Autorités Anticorruption d'Afrique pour abriter la 7ème Assemblée générale de l'organisation panafricaine de lutte contre corruption. Ces décisions consacrent le leadership du Mali dans la lutte contre la corruption en Afrique.

 **NO VERT** **80 00 2222**

MALI

ORANGE-MALI rend compte

Au service des millions d'usagers, Orange-Mali vient d'initier un cadre informatif pour rendre compte à ses clients de façon régulière. Dénommée les Rendez-vous Orange, cette rencontre trimestrielle fait le point des activités menées par l'entreprise et évoque ses perspectives pour les mois à venir.



L leader des télécommunications au Mali, Orange-Mali a commémoré la Journée internationale dédiée au secteur par une innovation avec la tenue du premier numéro de "Les Rendez-vous Orange". Un cadre de rencontre entre l'entreprise, la presse et les autres médias pour mettre en exergue ses réalisations des trois mois écoulés et se projeter sur ses axes stratégiques pour le trimestre à venir.

Mettant un accent particulier sur l'innovation avec en toile de fond la transition numérique, la démarche d'Orange-Mali cadre parfaitement avec le thème choisi "L'innovation numérique au service du dévelop-

pement durable "pour la célébration de la Journée du 17 mai".

"Dans le cadre de la stratégie de la communication institutionnelle et de relations publiques, nous avons pour ambition d'interagir avec tous les partenaires de notre écosystème. Cet écosystème est composé des médias, des partenaires institutionnels, des partenaires business, des clients. Nous avons initié ce concept novateur qui est un rendez-vous trimestriel dénommé 'Les Rendez-vous Orange' où nous invitons tous les médias pour informer ce qu'Orange a mené comme actions durant les trois mois écoulés mais également de présenter nos grands

projets futuristes. C'est aussi un cadre où nous pouvons prendre aussi la parole, en tant qu'entreprise responsable, sur des sujets futurs dans le développement des télécommunications et de la société de l'information", a expliqué Mme Doucouré Fatoumata Sangaré du département communication institutionnelle.

A l'occasion de la première de "Les Rendez-vous Orange", l'appel a été fait à plusieurs directeurs d'Orange-Mali pour montrer aux gens ce qu'Orange fait en tant qu'entreprise responsable dans le domaine du numérique.

Profitant de la célébration de la Journée des télécommunications et



du lancement de son nouveau cadre d'information, la société de téléphonie mobile a magnifié le mérite de certaines entreprises de la place par la remise des prix à l'issue d'un vote sur ses plateformes numériques.

“L'entrepreneuriat est au cœur de notre stratégie de responsabilité sociale d'entreprise. Nous avons plusieurs programmes qui soutiennent les entrepreneurs. Nous avons créé Orange Digital Center,

qui est notre temple dédié à l'employabilité des jeunes, à l'entrepreneuriat. Nous avons un ensemble de services pour accompagner les entrepreneurs maliens quel que soit le niveau auquel ils se trouvent”, a fait savoir Mme Doucouré pour qui “c'était un vote transparent pour d'abord désigner l'entrepreneur de la semaine puis celui du mois. Les internautes ont voté pour les lauréats à travers les réseaux sociaux. Notre objectif à travers cette dé-

marche est de mettre en lumière ces entrepreneurs, les aider à progresser ainsi qu'à promouvoir le savoir-faire malien”.

En initiant les Rendez-vous Orange, l'entreprise fait un pas de plus vers ses clients dans le cadre de proximité avec ces derniers en vue de leur satisfaction quotidienne.

Alassane Cissouma

■ Source : Mali Tribune

Abonnez-vous à votre journal numérique

Malikilé
pour recevoir les dernières informations

Whatsapp:70 44 22 23 - Mail:@gmail.com

Site:www.malikile.com

Mali

Bilan critique de la Politique Nationale de Population



Depuis sa mise en place, la Politique Nationale de Population (PNP) au Mali a été soumise à une évaluation approfondie selon plusieurs critères clés. Parmi ceux-ci, le critère de la pertinence a été examiné pour déterminer dans quelle mesure les objectifs de la PNP correspondent aux besoins de la population cible. Les acteurs impliqués dans la conception de la PNP sont sensibilisés aux problèmes et aux besoins des populations, notamment en ce qui concerne la structure sociale, l'éducation, la santé, l'emploi, l'autonomisation des femmes et des filles, ainsi que la migration.

Cependant, les spécificités régionales n'ont pas été prises en compte

en raison de la non-validation des Programmes régionaux de population (PRP). Les bénéficiaires ont souligné que bien que les activités les ciblent, elles ne sont pas exhaustives et tous leurs besoins ne sont pas complètement satisfaits.

Le critère de la gouvernance a également été évalué pour déterminer si les instances de coordination et de suivi-évaluation de la PNP remplissent pleinement leurs fonctions. Malgré des réformes importantes visant à mettre en place un nouveau dispositif de coordination et de suivi-évaluation de la PNP révisée en 2018, son opérationnalisation reste timide au niveau central et pratiquement inexistante au niveau

régional. Ces lacunes ont rendu difficile l'encadrement des activités et ont impacté négativement le mécanisme de coordination et de suivi-évaluation de la PNP.

En ce qui concerne l'efficacité opérationnelle, la PNP vise à améliorer les conditions de vie de la population à travers la réalisation d'activités. Cependant, le coût estimé du plan d'action de la PNP (27,250 milliards de F CFA) a posé des défis en termes de mobilisation et d'utilisation des ressources en raison du contexte budgétaire difficile et de la crise multidimensionnelle au Mali, ainsi que de la faible implication de certains partenaires.



Les activités menées pour améliorer le capital humain et l'autonomisation économique des femmes et des filles ont varié en termes de satisfaction, avec des résultats allant de peu satisfaisants à satisfaisants selon les secteurs. Malheureusement, tous les objectifs de la PNP n'ont pas été atteints en raison du manque de ressources.

En ce qui concerne le financement, la Direction Nationale de la Population (DNP) a signalé que seulement 10,2% du montant prévu dans le plan d'actions a été mobilisé. De plus, le financement de la PNP dépend fortement des partenaires techniques et financiers (PTF) et des collectivités territoriales, dont les contributions sont restées limitées.

Le critère des effets a examiné dans quelle mesure la PNP a eu un impact sur la vie de la population.

Les données recueillies auprès des parties prenantes et des bénéficiaires ont révélé que la mise en

œuvre de la PNP a entraîné une augmentation de l'utilisation des services de santé par la population. Cependant, malgré ces améliorations, il est constaté que l'utilisation des services de santé par les femmes et les jeunes demeure insuffisante. Le manque de gratuité des produits et des services de santé peut constituer un obstacle à l'accès aux soins pour certaines populations, en particulier les plus vulnérables. Il est donc essentiel de trouver des solutions pour garantir une accessibilité équitable aux services de santé pour tous.

Les efforts déployés ont permis de constater une baisse du taux de natalité ainsi qu'une diminution de la mortalité infantile et néonatale. Ces résultats positifs sont encourageants, mais il est souligné que la contribution demeure encore limitée et que les effets produits ne sont pas suffisamment perceptibles. Il est donc nécessaire de poursuivre et d'intensifier les actions en faveur de la santé maternelle et infantile afin

d'obtenir des résultats plus significatifs.

Par ailleurs, la Politique Nationale de Population a joué un rôle crucial dans l'intégration socioprofessionnelle des jeunes, des femmes et des filles à travers des activités génératrices de revenus (AGR). Cependant, il est relevé que les emplois créés ne sont pas tous durables et que les revenus générés ne suffisent souvent qu'à couvrir les besoins essentiels des bénéficiaires. Il est donc primordial de travailler sur la durabilité des emplois créés et sur l'amélioration des conditions de vie des populations bénéficiaires.

En dépit des progrès observés, il est crucial de continuer à renforcer les actions en faveur de la santé maternelle et infantile, de garantir un accès équitable aux services de santé pour tous, et de promouvoir des emplois durables et générateurs de revenus pour les populations les plus vulnérables.

■ Ibrahim Sanogo



Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « **DÈMÉSO** »



APPEL
GRATUIT

80001120
80001122



+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**

Crise au sein du Conseil National de la Jeunesse du Mali : Rejet des décisions ministérielles par les Conseils Régionaux de la Jeunesse



Une vive polémique secoue actuellement le monde de la jeunesse au Mali suite à la publication d'une décision par le Ministère de la Jeunesse, des Sports, Chargé de l'Instruction Civique et de la Construction Citoyenne. En effet, cette décision concerne la création de la Commission Nationale chargée de mettre en place les organes du Conseil National de la Jeunesse du Mali (CNJ-MALI), ainsi que la mise en place de nouvelles structures et règlements pour l'organisation.

Les Présidents des Conseils Régionaux de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Segou, Mopti, Tombouctou,

Gao, Taoudeni et Ménaka ont exprimé leur désaccord total face à ces mesures, arguant que le CNJ est une association de la société civile et qu'ils ne sont plus liés au Ministère suite à la rupture de la convention qui les liait.

Dans un communiqué conjoint, ces Présidents dénoncent vigoureusement ce qu'ils considèrent comme une instrumentalisation de la jeunesse malienne à des fins politiques. Ils rejettent en bloc les nouvelles instances mises en place, affirmant qu'elles vont à l'encontre des statuts et règlements du CNJ-MALI,

qui prévoient un renouvellement des instances tous les trois ans.

Les Conseils Régionaux soulignent également le non-respect des procédures internes de révision des textes et règlements, regrettant notamment la dissolution d'un comité de suivi de recommandation chargé de superviser le processus de renouvellement des instances. Ils se désolidarisent totalement des décisions prises par le Ministère et rejettent toute forme de mascarade dans la gouvernance de la jeunesse malienne.

Les Présidents rappellent avec

fermeté que toute élaboration et validation des textes devraient passer par un congrès regroupant les jeunes du pays et de la diaspora, soulignant ainsi l'importance de la démocratie interne au sein du CNJ-MALI.

Cette affaire met en lumière les tensions et les divergences au sein de la jeunesse malienne, ainsi que les enjeux politiques qui entourent la gestion des organisations de la société civile. L'avenir du Conseil National de la Jeunesse du Mali semble désormais incertain, alors que les différents acteurs tentent de trouver un terrain d'entente pour garantir une représentation légitime et démocratique de la jeunesse dans le pays. Il semble que vous soyez confrontés à une

situation préoccupante concernant les actions du Ministre de la Jeunesse au Mali. Il est important de protéger l'indépendance et l'autonomie des organisations de jeunesse, telles que le CNJ-MALI, contre toute ingérence politique ou administrative injustifiée.

La Défense des Statuts et Règlements du CNJ

Pour les membres du Conseil National de la Jeunesse (CNJ), il est essentiel de défendre avec vigueur les statuts et règlements qui gouvernent le fonctionnement de cette institution. Il est primordial de veiller à ce que toute modification de ces textes soit réalisée en conformité avec les procédures établies, en particulier

en respectant le rôle du Congrès en tant qu'instance suprême autorisée à apporter des changements statutaires.

Unité des Présidents des Conseils Régionaux de la Jeunesse Malienne

« Il est louable que vous, en tant que Présidents des différents Conseils Régionaux de la Jeunesse au Mali, ayez décidé de vous unir pour exprimer votre refus et votre désapprobation des actions du Ministre de la Jeunesse. Il est crucial de faire entendre votre voix et de sensibiliser l'opinion publique, les autorités compétentes et l'ensemble des jeunes du Mali sur les enjeux liés à la préservation de l'indépendance et de l'intégrité





du CNJ-MALI ». Dixit un ancien président du CNJ qui leur apporte tout son soutien.

Mobilisation pour la Défense du CNJ-MALI

Les instances dirigeantes ont placé en tête de leurs priorités la mobilisation de toutes les instances au niveau des Cercles et des Communes pour défendre cet

important instrument de solidarité et d'union qu'est le CNJ-MALI. Il est légitime de chercher à préserver les intérêts et les droits des jeunes face à toute tentative de déstabilisation ou d'ingérence extérieure.

Actions Concertées pour la Préservation des Valeurs

Les différentes coordinations ont décidé de poursuivre leurs actions

de manière concertée, pacifique et respectueuse des procédures établies pour défendre les valeurs et les principes fondamentaux qui animent le mouvement des jeunes au Mali. Restez vigilants et déterminés dans votre démarche pour protéger l'autonomie et l'intégrité du CNJ-MALI.

Karamoko B Keita

www.malikile.com

En 04 ans de transition : Plus de 100 millions de FCFA empochés par chacun des membres du CNT

Aujourd'hui les maliens dans leur majorité ne savent plus à quel saint se vouer. Quatre ans de transition, les maliens sont résilients pendant que les autorités de la transition sont dans le confort. La transition dans un pays démocratique et de droit est un moment exceptionnel qui ne doit pas durer. Malheureusement, le Mali est dans la transition depuis le 15 août 2020 suite à un coup d'État militaire contre le régime de feu IBK, lequel est un acte qualifié par la Constitution du Mali de "crime imprescriptible contre le peuple". Dans leur première déclaration, les putschistes avaient promis une transition civile et courte pour retourner dans les casernes. De 18 mois accordés nous sommes à quatre ans de transition, et pendant que le peuple vit dans la précarité totale, les autorités de la transition sont dans les conforts.



Plus de trente ans après la fin du régime Adéma/PASJ, il devenait étonnamment difficile d'interroger son bilan de gestion, de l'apprécier avec lucidité, de l'analyser froidement, que de le célébrer sans susciter de débats passionnés. Chose remarquable, pour un projet

politique fondé sur les valeurs de travail, de solidarité et de justice qui a mobilisé toutes les compétences nationales acquises au confort de la démocratie et du bien-être des Maliens.

Il Depuis le début de cette transition,

nous avons alerté les autorités de diminuer les salaires du président de la Transition, des ministres, des membres du Conseil national de la transition. Car, les auteurs du coup d'État sont venus par les armes et cela ne doit pas leur permettre de s'enrichir sur le dos du peuple. Une



chose qui encourage d'ailleurs les coups d'État dans notre pays. Parce qu'au lieu d'être inquiet pour avoir commis un crime imprescriptible, non, ces auteurs non seulement s'accaparent des postes juteux de l'État mais aussi s'auto-promettent au grade supérieur de l'armée dont celui de général. Ce qui n'est pas du tout normal. En 2012, à l'issue d'un coup d'État un capitaine a été bombardé au grade de général. Alors on se demande quelle mérite pour avoir ce grade. En réalité, les autorités de la transition devraient être des hommes et femmes désintéressés de la chose publique pour avoir davantage la confiance du peuple.

Le fond de souveraineté de la présidence

Les auteurs du coup d'État d'août 2020 sont des Colonels. Alors que le grade de colonel au Mali est un officier supérieur de l'armée. De ce fait, ces auteurs devraient

continuer avec leur salaire de grade militaire pour diriger la transition et cela à n'importe quel poste qu'ils occuperont. Le colonel Assimi Goita n'a pas montré l'exemple dans ce sens. Lorsqu'il était le vice-président, d'emblée il a instauré un cabinet budgétivore qui a été critiqué par beaucoup de maliens en son temps. Après neuf mois, il est devenu le président de la Transition suite à un coup d'État bien sûr contre son prédécesseur, le vieux Bah N'Daw. Ce dernier a prêté serment devant les juges, le peuple pour respecter le délai restant de la transition à savoir les 18 mois. Malheureusement il occupe toujours ce poste et la transition semble être une transition interminable. Dans son premier discours, il déclare qu'il abandonne les deux tiers du fonds de souveraineté au profit des œuvres sociales. Le hic est que ce fonds n'appartient ni à un président de la République encore moins à un président de la transition. « Je pense qu'il a endormi l'opinion nationale

en disant qu'il renonce aux deux tiers de ce fonds pourtant ce n'est pas à lui. Il devrait plutôt dire qu'il va continuer avec son salaire de grade de colonel durant la transition. Mais on voit qu'il est en train de se faire un nom à travers les dons de forages et autres avec ce fonds. Le mieux serait de supprimer peut être ce fonds ou de l'orienter vers un département ministériel chargé des actions sociales », nous confie Issiaka Fané, un chauffeur. Alors, il devrait montrer l'exemple du fait que le pays est dans non seulement une crise sécuritaire mais aussi une crise économique.

Les membres du gouvernement dans le confort

Lorsqu'ils ont inventé le mot malikura pour encore endormir le peuple, les ministres sous la transition devraient recevoir la moitié de salaire d'un ministre dans le temps normal. Parce qu'on suppose qu'ils sont là pour décaper certaines

situations et s'ils touchent le salaire normal, alors il faut s'attendre à une transition interminable. Car, tout le monde aime l'argent et leur souhait serait que le pays fasse 30 ans dans la transition. Mais malheureusement, tôt ou tard ça va finir. « Ce sont les autorités d'une transition qui devraient faire un maximum de sacrifice dans un temps déterminé pour le retour du pays à l'ordre constitutionnel. Aujourd'hui nous sommes dans la crise énergétique et les autorités de la transition n'y connaissent rien parce qu'elles disposent toutes de groupes électrogènes. La population est dans l'angoisse totale, dans la chaleur et je peux dire qu'aucune de ces autorités ne subissent les conséquences de la coupures de courant. Visiblement on voit que toutes les autorités de la transition sont en train d'engraisser », nous explique Djahara Dembélé, une coiffeuse.

Les membres du CNT s'enrichissent

Depuis le début de la transition, les autorités de la transition ont violé eux même, le décret portant désignation des membres du Conseil national de la transition (CNT). Les 121 membres au début de la transition étaient composés majoritairement de militaires. Il y a eu le favoritisme, le clientélisme, le copinage etc.. En octobre 2022, le nombre de 121 conseillers est passé à 147 soit 26 nouveaux membres additifs. Quelle gâchis pour un pays en crise. Les membres de ce CNT qui devrait être un organe de contrôle sur la gestion du gouvernement de la transition touche le montant des députés élus démocratiquement. « Ils ont ramassé les gens dans les rues pour les nommer conseillers dans le CNT, certains n'ont jamais eu de boulot qui pouvait leur procurer 300 000 F par mois mais ils touchent plus de deux millions de franc CFA. Est-ce que logiquement ces derniers veulent que la transition finissent ? Jamais ! D'ailleurs, ils seront parmi les gens qui sèment le chaos dans le pays pour que le pays reste dans cette situation voire dans cette



transition parce que leur marmite contient de la bonne saveur grâce à l'argent du peuple », énonce Adama Sylla, un entrepreneur. « Je suis très déçu de nos autorités de la transition en commençant par le président de la Transition et autres. Mais qu'ils sachent que Dieu Est là. En attendant, les juges doivent se saisir du dossier des indemnités illégales des membres du CNT qui doit être remboursées. On se connaît dans ce pays, il y a des gens dans le CNT qui à quatre ans seulement de transition, ont fini avec leurs chantiers pourtant ils étaient là depuis plus de 40 ans sans pouvoir avoir une seule parcelle. C'est pourquoi on peut affirmer que la majorité des autorités de la transition ne sont pas là pour le Mali et ne seront pas pour le Mali. Ils sont là pour leur poche et aujourd'hui ça va mieux chez eux pendant que le peuple, dans tous les secteurs d'activités souffre », déclare, Yaya Bamba, un fonctionnaire.

Par ailleurs, il faut reconnaître que le dossier des indemnités du CNT a déçu le peuple qui attend que les juges se saisissent du dossier. Retenons que les partis politiques, les organisations de la société civile ont exprimé leur mécontentement face à cet enrichissement illicite de la part des membres du CNT qui doivent être de vraies patriotes pour servir le pays et non se servir. Cependant, on peut estimer à travers les informations que les membres du CNT auraient touché plus de 100 millions de francs chacun durant les 04 ans de la transition. Pratiquement, selon toujours les informations, ils touchent tous les avantages des élus normaux. Alors, on se demande, si leur souhait est que cette transition prenne fin en 2024. Que Dieu Sauve le Mali.

B. KONE

Source: maliactuel



Votre partenaire Agroalimentaire

JOURNEE DON DE SANG

Sang donné = vies sauvées

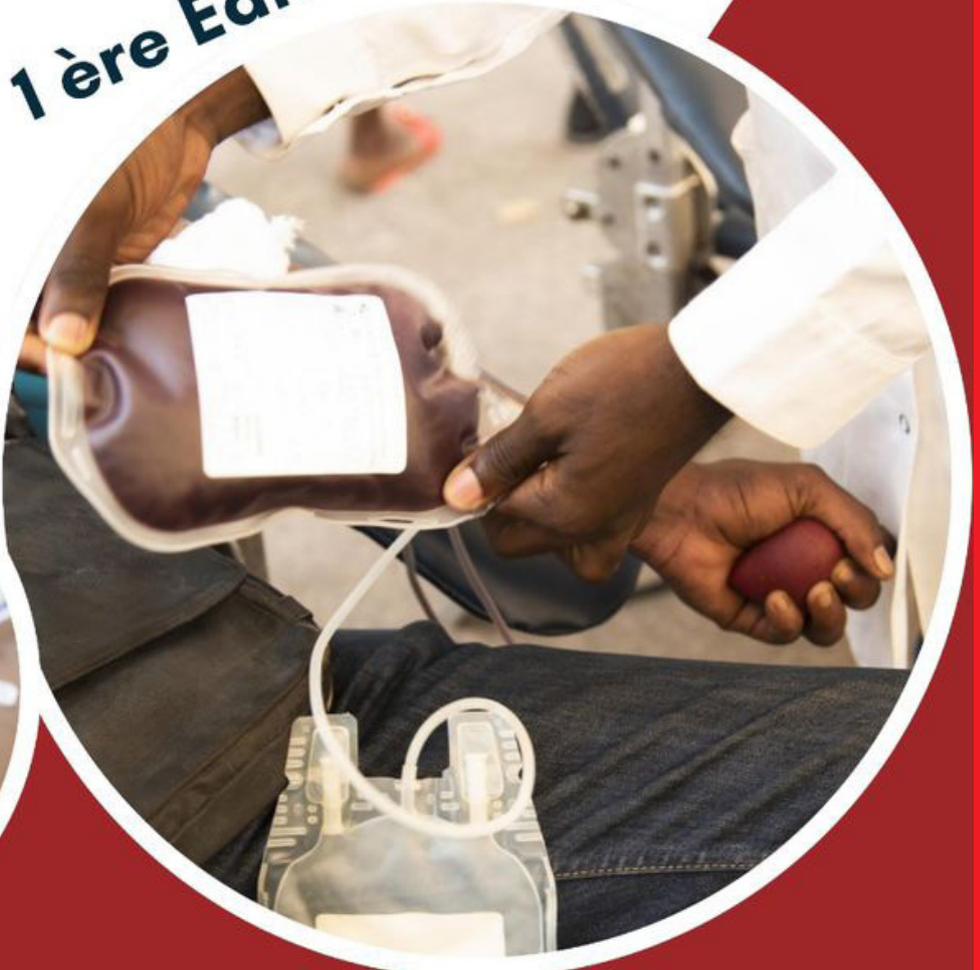


25 mai 2024



08:00

1^{ère} Edition



: 78 18 49 18 / 79 11 00 57 / 77 19 77 27



: Hamdallaye près de la mosquée Kalapo

Mme Fatoumata Niane Batouly et le festival Kayi Kunben : Un engagement pour l'emploi des jeunes

Dans le cadre de son programme de lutte contre le chômage et d'insertion socioprofessionnelle des jeunes, Mme Fatoumata Niane Batouly, Présidente Fondatrice du Festival International Kayes-Kunben, a procédé à la remise de kits de travail à une centaine de jeunes, destinés à les aider à s'installer dans la vie active. C'était le dimanche 19 mai 2024, au Carrefour des Jeunes de Kayes.

Cette initiative s'inscrit dans le projet ambitieux du festival KAYI KUNBEN, visant à installer 100 jeunes dans des activités professionnelles durables. Lors de la cérémonie de ce dimanche, 20 jeunes supplémentaires ont été équipés, portant à 60 le nombre total de bénéficiaires déjà installés.

L'événement a réuni de nombreux jeunes enthousiastes, témoignant de l'importance de cette initiative dans la région. Les récipiendaires, visiblement émus, ont exprimé leur gratitude envers Mme Batouly pour son engagement inlassable en faveur de la jeunesse de Kayes.

"Ce geste est pour nous un immense soulagement et une opportunité inestimable pour commencer notre carrière professionnelle," a déclaré l'un des jeunes bénéficiaires.

La cérémonie de remise des kits de travail représente un pas significatif vers la réduction du chômage parmi les jeunes de Kayes. En offrant des outils concrets et des ressources nécessaires pour démarrer une activité, cette initiative renforce non seulement l'autonomie des jeunes, mais contribue également au développement économique local.

Mme Fatoumata Niane Batouly, par son dynamisme et son dévouement, continue de démontrer l'impact positif des actions communautaires. Son



festival, au-delà de la célébration culturelle, devient ainsi un vecteur de changement social et économique pour la région de Kayes. Les jeunes récipiendaires, désormais mieux préparés pour affronter le

marché du travail, incarnent l'espoir et la promesse d'un avenir meilleur pour la jeunesse malienne.

KAL HALDI

Source : Bamada

Karim Khan

Un procureur de la CPI au parcours controversé

Karim Khan, le nouveau procureur de la Cour pénale internationale (CPI), a récemment fait parler de lui en demandant l'émission de mandats d'arrêt contre des hauts responsables israéliens et des dirigeants du Hamas. Né en 1970 en Écosse, formé au King's College de Londres, Karim Khan a une longue carrière dans le domaine de la justice internationale.

Avocat de renom, il a travaillé comme conseiller juridique pour les Tribunaux pénaux internationaux pour l'ex-Yougoslavie et le Rwanda dans les années 1990. Il a également été procureur de la Couronne à Londres et a représenté des clients aussi variés que l'ancien président libérien Charles Taylor et le fils du dirigeant libyen Mouammar Kadhafi.

Son élection controversée en tant que procureur de la CPI en 2021 a suscité des débats, avec seulement 72 voix sur 123 en sa faveur. Sa relation passée avec le Kenya et son rôle dans l'affaire William Ruto, accusé de crimes contre l'humanité, ont soulevé des questions sur son impartialité.

Depuis sa prise de fonction, Karim Khan a été critiqué pour son implication dans le dossier israélo-palestinien, certains remettant en question son indépendance en raison de ses origines et de son parcours professionnel. Sa capacité à mener des enquêtes objectives et équitables dans ce contexte sensible reste un sujet de débat parmi les observateurs.

En somme, Karim Khan incarne un profil complexe et controversé, naviguant entre les rôles de défenseur et de procureur dans des affaires internationales délicates. Son mandat à la tête de la CPI sera scruté de près, alors qu'il devra faire face à des défis majeurs pour maintenir la



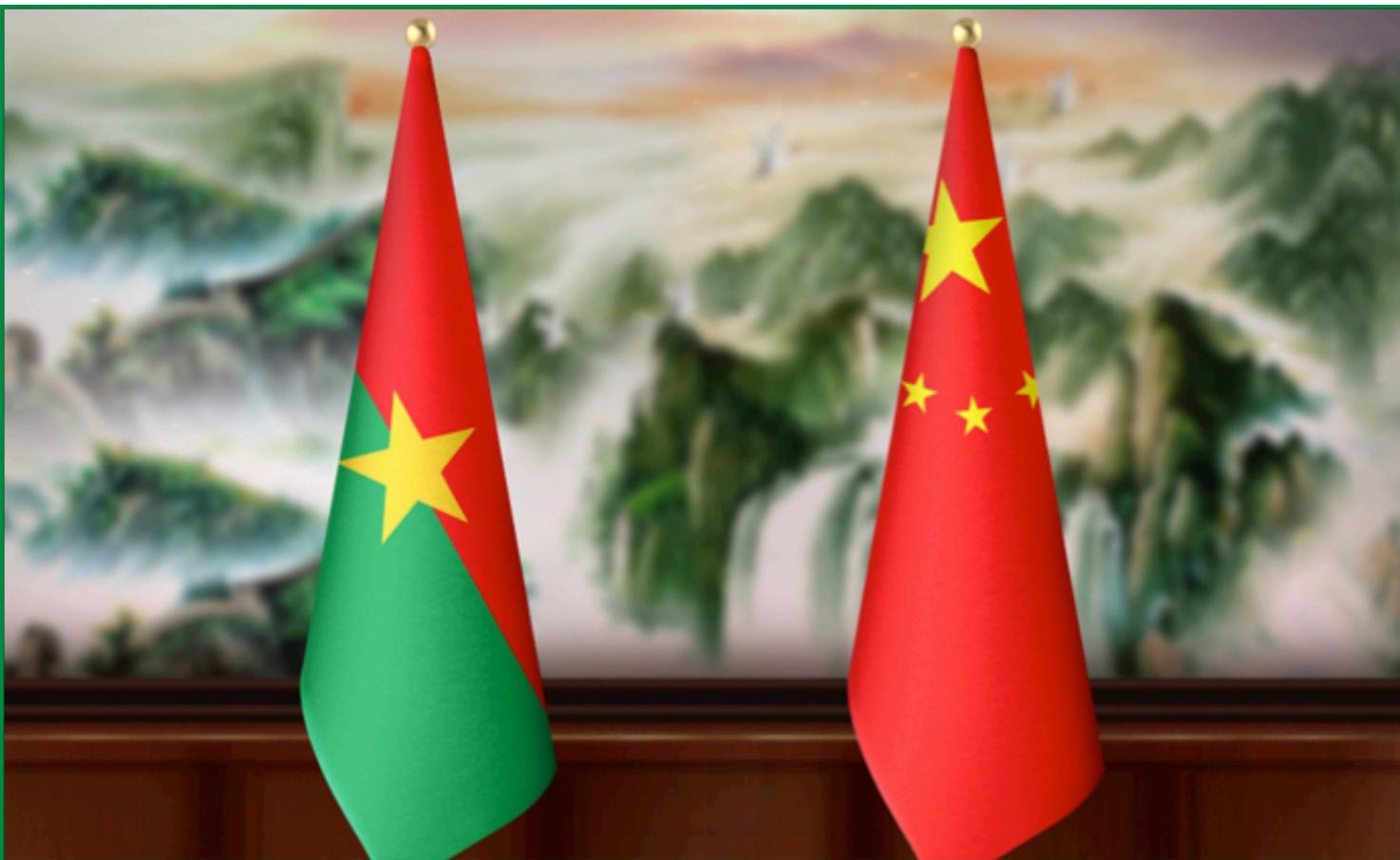
crédibilité et l'intégrité de l'institution judiciaire internationale.

Karim Khan est un juriste renommé et actuellement procureur de la Cour pénale internationale (CPI). Il est le fils d'un dermatologue pakistanais et d'une infirmière britannique, et appartient à la communauté ahmadie, un courant de l'islam considéré comme "non-musulman" par les autorités du Pakistan. Les Ahmadis sont souvent la cible de persécutions au Pakistan en raison de leur foi, ce qui a conduit de nombreux membres de cette communauté à émigrer vers d'autres pays, y compris en Inde, en Europe et même en Israël.

Karim Khan s'est distingué par sa volonté de poursuivre les crimes de guerre et les génocides, notamment en enquêtant sur les atrocités commises par les Talibans, l'État islamique et même en demandant un mandat d'arrêt contre Vladimir Poutine pour des crimes de guerre en Ukraine. Il a également exprimé des préoccupations humanitaires lors de sa visite à Gaza et a récemment demandé des mandats d'arrêt contre des hauts responsables israéliens et du Hamas pour des crimes tels que l'affamement délibéré de civils et l'homicide intentionnel.

Arouna Sidibé

Coopération Chine-Burkina : Six ans de cheminement fructueux



La Chine et le Burkina Faso célèbrent le 26 mai 2024 le sixième anniversaire de la reprise de leurs relations diplomatiques. C'est sous le signe d'une compréhension mutuelle et d'une solidarité agissante que les deux pays ont décidé de cheminer ensemble. Le Burkina Faso, à l'instar de la communauté internationale, réaffirme son attachement au principe d'une seule Chine. En clair, il reconnaît le gouvernement de la République populaire de Chine comme le seul garant de la souveraineté de la Chine, y compris Taiwan.

Durant ces six années de reprise, la coopération bilatérale a brillé par son dynamisme constant. En dépit de la crise institutionnelle qu'a connue le Burkina en 2022, les

liens continuent de se consolider au quotidien entre les deux pays. Dans la double crise sécuritaire et humanitaire qu'affronte le Burkina Faso ces dernières années, la Chine s'est montrée solidaire du peuple burkinabè. Elle apporte un soutien considérable au Burkina dans la lutte contre les groupes armés terroristes dans le cadre de l'initiative pour la sécurité mondiale. Sur le plan humanitaire, la Chine a volé au secours du Burkina en apportant 4 000 tonnes d'aide d'urgence alimentaire en 2023. Cette année, elle entend offrir 2 000 tonnes de vivres aux populations vulnérables.

Le Burkina Faso est également soutenu par la Chine dans sa quête d'une autosuffisance énergétique. Elle promet d'offrir 4 000 panneaux solaires aux zones rurales. A cela, il

faut ajouter le projet de construction d'une centrale photovoltaïque à Donsin, à une quarantaine de kilomètres de Ouagadougou, la capitale.

En matière de coopération agricole, la Chine et le Burkina ont défini cinq axes qui concernent la maîtrise d'eau, l'amélioration des variétés de semences, la mécanisation, la transformation agro-alimentaire et la formation des agriculteurs à de nouvelles techniques agricoles. Ces différents secteurs ont enregistré des résultats probants sur le terrain au Burkina Faso. On peut citer, entre autres, la base de semences améliorées à Loumbila, l'aménagement de bas-fonds rizicoles dans certaines régions et l'expérimentation du projet de mil. Le projet de mil est une initiative



qui vise à doter le Burkina d'un système d'approvisionnement durable en variétés de céréales, notamment le mil qui est très consommé par les populations. Déjà, sur le terrain, le taux de rendement à l'hectare du supersosat, une variété de mil, a atteint 2,98 tonnes à l'hectare lors de la première phase en 2021.

La coopération sanitaire entre la Chine et le Burkina Faso se distingue aussi par son exemplarité depuis 2018. Cinq équipes médicales chinoises se sont succédé au Burkina Faso et ont apporté des soins aux populations. Elles ont effectué plus de 14 mille visites ambulatoires, 1000 opérations chirurgicales et plus de 13 mille consultations médicales. L'hôpital de référence en construction à Bobo-Dioulasso, la deuxième ville du Burkina, financé par la Chine, sera

en achevé en début 2025. Il aura une capacité d'accueil de 500 lits et va améliorer qualitativement l'offre sanitaire au Burkina.

Dans le cadre des échanges commerciaux, le Burkina Faso bénéficie d'une exonération de taxes douanières pour l'entrée de ses produits sur le marché chinois. Cette mesure permet aux entrepreneurs burkinabè de mieux exporter sur le marché chinois. A titre indicatif, de janvier à novembre 2023, le volume des échanges commerciaux entre les deux parties a été estimé à 540 millions de dollars. Un chiffre assez satisfaisant pour une période post-pandémique.

En termes d'échanges et formations, rien que pour les quatre premiers mois de 2024, 20 séminaires ont été déjà organisés au profit de 400 Burkinabè en Chine dans divers

domaines.

En six années de reprise des relations bilatérales, les autorités chinoises et burkinabè ont affiché une volonté commune d'ancrer leurs liens dans la durée et la construction d'une communauté de destin partagé. Dans les instances régionales et internationales, les deux parties font preuve de la compréhension mutuelle et d'une vision commune sur les grandes questions.

Au regard de l'élan commun qui anime les deux parties dans la promotion de leur coopération bilatérale, il est à parier que la Chine et le Burkina vont écrire une belle page de leurs liens d'amitié et de fraternité.

Source : cgtn.com

www.malikile.com

Championnat malien

Le Djoliba AC devient le club le plus titré



Le club de Bamako s'est imposé en tête du championnat malien, en faisant un pied de nez à ses rivaux de la capitale. Le Djoliba AC a remporté le championnat du Mali ce week-end, en battant le CO Bamako sur le score de trois à un. C'est la 24e fois de son histoire qu'il soulève la Coupe, et ce, lors d'un derby. Ce succès revêt une importance particulière car il permet au DAC

de devenir le club le plus titré du Mali. Jusqu'à présent, Djoliba et le Stade Malien, ses rivaux historiques, étaient à égalité avec 23 titres chacun.

Les Crocodiles peuvent être déçus de leur classement final. Ils terminent deuxièmes de la Ligue 1 Orange avec 56 points, à six points de Djoliba qui

en totalise 63. L'autre club en forme de la ville est le Real Bamako, classé troisième avec 48 points, qui voit son rival remporter un nouveau titre. Cette victoire qualifie Djoliba pour les barrages de la Ligue des champions de la CAF.

Fatou Sissoko



Bélier (21 mars - 19 avril)

Des projets professionnels captivants se profilent à l'horizon, vous offrant la possibilité d'obtenir reconnaissance et avancement. Plongez-vous avec enthousiasme dans ces opportunités, en mettant en avant votre créativité et votre esprit novateur. Votre capacité à inspirer et à motiver les autres jouera un rôle clé dans le succès de ces projets. Soyez conscient de l'impact positif que votre confiance peut avoir sur votre carrière.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Vous êtes accaparé par votre travail en ce moment. Vous en parlez tout le temps, même à la maison. Pensez à vous oxygéner un peu, loin du bureau et des dossiers, pour ne pas vous laisser complètement submerger. Vous devez équilibrer davantage l'énergie que vous mettez dans votre vie professionnelle et celle que vous accordez à votre vie privée. Une séparation nette entre les deux serait bénéfique pour vos missions au travail et pour votre entourage.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

La créativité deviendra le fil conducteur de votre succès dans la sphère professionnelle durant cette période. Explorez des approches artistiques dans votre travail quotidien. Votre capacité à apporter une perspective unique et un brin décalée à vos projets professionnels attirera l'attention et suscitera l'admiration. Soyez ouvert à l'expérimentation, et laissez votre créativité s'épanouir pleinement, sans craindre qu'elle déborde.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vous pourriez avoir un choix important à faire, et c'est un grand dilemme ! Avant toute chose, ne prenez aucune décision hâtive. Réfléchissez bien, pesez le pour et le contre, et n'hésitez pas à demander conseil autour de vous ; un avis extérieur peut toujours s'avérer utile. Au besoin, effectuez quelques recherches en lien avec votre projet, vous pourriez y voir plus clair et cela vous aiderait peut-être à vous décider.



Lion (22 juillet - 23 août)

Aujourd'hui vous serez peut-être amené à remettre en question votre travail. La période est propice à la transition. Il est judicieux de ne pas s'isoler dans ce contexte. N'hésitez pas à en parler autour de vous et à solliciter l'avis et le soutien de vos collègues. En collaborant et en étant honnête avec votre entourage professionnel, vous pourriez entrevoir des opportunités qui favoriseront l'épanouissement de votre carrière.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Cette période vous pousse à sortir de votre zone de confort. Des opportunités de carrière inattendues pourraient surgir. Soyez ouvert à explorer de nouveaux horizons professionnels et à adopter une approche plus téméraire. Votre énergie inépuisable du moment vous aidera à relever les défis qui se présentent, alors n'hésitez pas à oser et à découvrir ces nouvelles perspectives qui se profilent. Pensez toutefois à bien vous entourer.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Au bureau, personne ne vous résiste ! Votre charme, votre prestance, mais aussi votre charisme, vous permettent d'obtenir tout ce que vous souhaitez. À vous la réalisation de projets qui vous tiennent à cœur plus que tout, d'en profiter pour faire le point avec vos collaborateurs, mais aussi avec votre hiérarchie. Avec tout ce que vous apportez, il serait peut-être temps que vous soyez récompensé, pas vrai ?



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Aujourd'hui vous pouvez vous sentir confiant quant à vos performances professionnelles si vous avez une évaluation de compétences à venir. Attention, veillez à rester ancré dans la réalité pour maintenir votre productivité. Vous pourriez avoir du mal à maintenir votre concentration, cela pourrait représenter un réel défi au cours de la journée. Soyez vigilant pour garantir une bonne efficacité dans vos tâches.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Aujourd'hui, vous serez confronté à un défi professionnel important, vous devrez fournir des efforts et faire preuve de persévérance et de créativité pour le surmonter. Cependant, si vous le relevez avec succès, il pourrait vous apporter une grande satisfaction personnelle, une reconnaissance professionnelle et des opportunités intéressantes pour l'évolution de votre carrière. Ayez confiance en votre capacité à surmonter les obstacles.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Aujourd'hui, vous êtes particulièrement inventif au travail. Votre esprit agile et curieux vous sera d'une précieuse aide pour trouver des solutions créatives à vos défis professionnels. N'hésitez pas à partager vos idées avec vos collègues, elles seront bien accueillies. Soyez à l'écoute des retours que vous recevrez : en plus d'enrichir votre réflexion personnelle, cela pourrait bien vous ouvrir de nouvelles portes.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Aujourd'hui, les astres vous invitent à trouver un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle. Vous avez tendance à vous laisser dévorer par votre travail. Même si vous en retirez une certaine satisfaction et une compensation financière intéressante, essayez de vous interroger sur vos priorités. Qu'est-ce qui compte vraiment pour vous ? Vous allez par la suite prendre une décision qui changera votre mode de vie.



Poisson (19 février - 21 mars)

Votre confiance et votre ambition innées vous propulsent vers des rôles de leader où votre sens de la créativité sera à l'honneur. Si vous êtes réalisateur, chef d'entreprise ou coordinateur, vous dirigez avec éclat et charisme. Votre désir de briller et de laisser votre marque se reflète dans votre travail. Assurez-vous de maintenir une alimentation saine et une gestion du temps efficace pour nourrir votre énergie et votre succès professionnel.



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

<p>1273 Malikilé</p> <p>KASSOUB invite les acteurs de la justice à la pédagogie à l'Assemblée</p> <p>Kamena lève le voile!</p>	<p>1274 Malikilé</p> <p>Commission de finalisation du projet de Constitution Le rêve brisé</p> <p>Les enfants de Badalabougou servis</p>	<p>1275 Malikilé</p> <p>5ème édition de la Nuit de l'Entrepreneuriat: Un rendez-vous d'affaires et de partage d'idées novatrices</p> <p>Le président Cissé reçoit la délégation de la Commission de l'UA</p>	<p>1276 Malikilé</p> <p>Mali: Baron Diop: Moussa Faki Mahamat reçu par Assimi Goïta</p> <p>Amadou Dicko aux Nations Unies</p> <p>La grosse arnaque!</p>
<p>1277 Malikilé</p> <p>Division des Femmes d'Aménagement et de protection des forêts et de la faune: La Visitation Générale de la 1ère ANS 2022 FCFIA d'Irrégularités féminines</p> <p>Projet SWVEDO et autonomisation des femmes</p> <p>242 filles et femmes installées</p>	<p>1278 Malikilé</p> <p>ABIDE: Mo Mustapha Cissé, l'homme de la situation</p> <p>Economie et gestion</p> <p>Fcfa ou monnaies nationales.</p> <p>De quoi ont peur les pays de la zone franc?</p>	<p>1279 Malikilé</p> <p>Le responsable des Droits de l'Homme persona non grata</p> <p>Montaga Tall en robe pour défendre l'Islam et le HCIM</p>	<p>1280 Malikilé</p> <p>Des élèves exposés à la querelle populaire</p> <p>Les travaux débuts aujourd'hui!</p>

Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23